



# Coordination contre loi sécurité globale

26 novembre 2020



Communiqué du SNJ sur le refus d'aller à Matignon et la lettre qu'a adressé la coordination #StopLoiSecuriteGlobale - dont font partie le SNJ et l'Union syndicale Solidaires - au préfet Lallement, qui vient d'interdire la "Marche des Libertés" prévue ce samedi 28 novembre à Paris.

## Communiqué SNJ "Nous n'irons pas à Matignon"

Première organisation syndicale de la profession, le SNJ fait partie, avec une soixantaine d'organisations (syndicats de journalistes, association et collectifs, réalisateurs, organisations de défense des droits humains, etc.), de la coordination #StopLoiSecuriteGlobale. Nous demandons le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi Sécurité Globale et le retrait du nouveau Schéma national du maintien de l'ordre.

Après l'impasse au ministère de l'Intérieur lundi, une rencontre était prévue, ce jeudi, avec le Premier Ministre à Matignon. Or, ce mercredi 25 novembre, dans la soirée, la préfecture de police a interdit la "Marche des Libertés" à Paris, prévue ce samedi 28 novembre, la réduisant en un rassemblement place de la République. La coordination juge que ce procédé est inacceptable alors que des marches sont autorisées dans d'autres villes en France.

Avec la proposition de loi Sécurité Globale, le gouvernement porte atteinte à la liberté de la presse, à la liberté d'informer et d'être informé, et à la liberté d'expression. Maintenant, il veut museler la liberté de manifester, sur un prétexte fallacieux. En procédant de la sorte, le gouvernement cherche à diviser la coordination, à la faire taire par tout moyen.

Il ne s'agit pas que d'une affaire de journalistes mais de nos libertés publiques, valeurs fondamentales de notre République. Le SNJ, en plein accord avec la coordination, a donc décidé de maintenir cette marche et, en signe de protestation face à cette position du gouvernement, de ne pas se rendre ce jeudi à Matignon

## Lettre de la coordination #StopLoiSecuriteGlobale (dont SNJ et Solidaires

Le#re de la Coordination pour la Marche des libertés à Monsieur Lallement

Monsieur le Préfet de Police de Paris,

Vous avez décidé sans raison valable d'interdire la Marche des libertés qui doit se tenir samedi prochain à 14 heures de la place de la République à la Place de la Bastille. Ce faisant vous avez décidé d'interdire la liberté.

Nous avons décidé de la faire. Nous irons et nous marcherons pour défendre cette liberté. Parce que l'Histoire nous regarde. Parce que le monde nous regarde. Et que nous avons décidé de porter cette

responsabilité.

Nous savons l'absence d'humanité dont vous avez fait preuve en ordonnant de détruire les abris d'exilés. Vous n'avez pas sourcillé quand ils se sont retrouvés sous les coups de votre police. Vous n'avez pas dit mot quand les journalistes ont été battus et menacés de mort. Votre silence vaut-il consentement ?

Nous savons les risques que nous prenons. Nous avons déjà vu comment les vies de tant de femmes et d'hommes qui tentaient d'exprimer cette liberté ont été mutilées et détruites. Nous acceptons de prendre ce risque parce que ce pour quoi nous nous battons dépasse les risques que nous prendrons.

Nous ne nous rendrons pas non plus à l'invitation de Monsieur le Premier Ministre. Votre interdiction ne le permet plus. Nous aurions souhaité un dialogue républicain. En interdisant cette liberté, vous nous avez privé de ce dialogue auquel nous souhaitions nous prêter.

Le dialogue social, la démocratie, c'est tout ce à quoi nous, journalistes, réalisateurs, citoyens nous aspirions. Vous n'en voulez pas. Nous la défendrons.

Nous vous donnons rendez-vous, ce samedi 28 novembre, place de la République, pour marcher avec nous pour les libertés.

La Marche des Libertés

Coordination #StopLoiSécuritéGlobale

---

**Lire aussi :** [Voir sur le site du SNJ](#)

- [Emplacement : ré-agir ensemble](#) > [Mobilisations et actualités](#) > [Actualités](#) >
- Adresse de cet article :  
<https://solidaires.org/Coordination-contre-loi-securite-globale>